

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

ATELIER FINANCEMENT

19 décembre 2012 – Conseil Régional



Constitution du groupe

☐ Membres

44 présents :

- 12 entreprises IAA
- 7 entreprises Bois
- 7 administrations
- 5 réseaux
- 13 institutionnels

Industriels pilotes

Pilote IAA : M. Jacky COLLET – Les Jardins de l'Orbrie

Pilote BOIS : M. Jean Paul DESTAMPE – DESTAMPES EMBALLAGE

Copilotes

Mme Nathalie Courrèges, déléguée
-régionale de l'ARIA Poitou-Charentes
M. François POIRSON – Directeur Coop de France
Mme Bélivier - Futurobois

☐ Secrétaires

M. Dominique COUTEAU (Conseil Régional) – M. François LEFEVRE (DRAAF)





LES LEVIERS DU FINANCEMENT

1- AUTOFINANCEMENT

2 - FINANCEMENT BANCAIRE

3 - FINANCEMENT EN CAPITAL

4 - AIDES PUBLIQUES A L'INVESTISSEMENT



1- FINANCEMENT BANCAIRE

Les entreprises relevant des IAA et du BOIS disposent, comme les autres, de la possibilité de bénéficier du crédit des banques privées,

Elles bénéficient aussi des garanties d'OSEO, de la Région Poitou Charentes et de ses partenaires réunis dans l'agence PME.

Créée fin 2008 dans le contexte de la crise financière, la médiation du crédit aux entreprises aide celles d'entre elles qui rencontrent des difficultés d'accès au financement. FSE, collectivités locales)

ETAT DES LIEUX DES INITIATIVES MISES EN OEUVRE

2 - FINANCEMENT EN CAPITAL



Offre publique

La Région Poitou Charentes avec le fonds de co-investissement de la Région Poitou-Charentes et certains partenaires de l'Agence PME

La Caisse des Dépôts et Consignations intervient via le Fonds stratégique d'investissement.

La création annoncée par la Banque publique d'investissement, fin 2012 ou début 2013, permettra de coordonner l'action des opérateurs publics.

Offre privée : des fonds privés interviennent seuls ou en association avec d'autres acteurs financiers.

IAA : Unigrains, le fonds du secteur céréalier, Sofiprotéol, pour la filière française des huiles, Idia, filiale du Crédit Agricole, Agro Invest, créé en 2008

BOIS :



L'Agence PME : 20 partenaires réunis

ORGANISME	Activité
Fonds Co-Investissement Poitou-Charentes	Fonds de co-investissement
Poitou-Charentes Expansion	Société Capital Risque
Poitou-Charentes Innovation	Société Capital Risque
SOFIMAC PARTNER	Fonds d'investissement
GALIA Gestion	Fonds d'investissement
NESTADIO CAPITAL	Fonds d'investissement
Alto Invest	Fonds d'investissement
FINAREA	Fonds d'investissement
SCR MARENGO/Synergence	Business angels
OSEO	Garantie/Financement
SOFINDI	Garantie + Financement
SIAGI	Garantie
IPCA	Garantie + Financement ESS
Fédération Bancaire Française	Financement
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	Investisseur/financier public
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES	Investisseur/financier public
BANQUE DE FRANCE	Diagnostic financier
SOFIRED	Société de Financement
Poitou Charentes Initiatives	Prêt d'honneur
Capital Initiative	Société de Financement
Région Poitou Charentes	Financement/garantie

ETAT DES LIEUX DES INITIATIVES MISES EN OEUVRE

3 – AIDES PUBLIQUES IAA

- * Dispositifs d'aides à l'investissement :
 - subventions et avances remboursables Région,
 - subventions France Agrimer pour les investissements productifs ou de restructuration, abondés par les plans stratégiques de filière pour les industries laitières et les abattoirs.)
 - subventions Europe pour les investissements matériels, les IAA bénéficient de la mesure 123 A du programme de développement rural (PDR), financée par le FEADER et les collectivités territoriales.
- * Dispositifs d'aide individuelle au conseil des entreprises (FranceAgriMer), pour accompagner la réflexion et les programmes d'actions lors d'évolutions stratégiques (transmission, restructuration)
- * Dispositifs de soutien aux actions collectives, destinés à optimiser les performances industrielles des entreprises et accroître leur compétitivité (DRAAF, LES DIRECCTE, les collectivités)
- * Les IAA ont également accès à divers dispositifs de soutien aux investissements matériels non sectoriels instruits par la DATAR, la DGCIS, OSEO ou par l'Etat ou les collectivités en région (FEDER,

3 – AIDES PUBLIQUE BOIS



- * Dispositifs d'aides à l'investissement :
 - subventions et avances remboursables Région,
 - subventions Europe pour les investissements matériels, le BOIS bénéficie de la mesure 123 B du programme de développement rural (PDR), financée par le FEADER et les collectivités territoriales.
- * Dispositifs de soutien aux actions collectives, destinés à optimiser les performances industrielles des entreprises et accroître leur compétitivité (DRAAF, LES DIRECCTE)

3 – AIDES PUBLIQUES BOIS



* Dispositifs spécifiques

ADIBOIS

Subventions aux investissements matériels ou immatériels des PME de première transformation du bois pour développer leur compétitivité via la modernisation des équipements permettant de développer les volumes et de s'adapter aux marchés

FONDS BOIS

Apport de fonds propres ou quasi fonds propres pour faire émerger un tissu de PME de taille suffisante pour structurer la filière et répondre à la demande en produits bois.

FONDS DE MODERNISATION DES SCIERIES

Confié à OSEO. Intervention sous forme de prêt participatif au développement (PPD) pour renforcer le haut de bilan à un moment clé du développement de l'entreprise.

FOREST BUSINESS ANGELS

Créé par les forestiers privés de France, l'association met en relation ses adhérents et des porteurs de projets innovants à fort potentiel.



Pistes d'actions ...

Favoriser le renforcement des capitaux propres

Accompagner les entreprises en difficultés

Orienter et développer la lisibilité des aides
publiques

....

Périmètre et définition du thème

Susciter l' émergence de **projets et faciliter** l'accès au **financement** des entreprises pour accompagner leur développement, leurs restructuration ou leur transmission, à travers les dispositifs privés comme publics (par exemple OSEO, le Fonds stratégique d'investissement ou la future banque publique d'investissement):

- Mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre les projets des entreprises
- Disposer d'un projet stratégique
- Accompagner les entreprises qui connaissent des difficultés

Questions :

Comment pourrait se mettre en place une instance de réflexion entre financerus, investisseurs et les représentants des filières?

Comment améliorer la médiation du crédit?

Les entreprises, notamment les PME, sont elles suffisamment informées des dispositifs de soutien existants?

Quels autres outils d'accès aux fonds propres pourraient être développés?

Comment gérer et améliorer la transmission d'entreprises?

Les modalités de gestion et d'attribution des aides et des financements sont-elles suffisamment claires? Quelles seraient les propositions pour en simplifier l'accès ?

Quelles sont les aides ou les financements dont ont le plus besoin les entreprises, en fonction de leur taille et de leur phase de développement ?

Dans quelles conditions la créations d'un fonds spécialisés sur les IAA avec la BPI, les régions et les acteurs privés peut -elle s'envisager ? Le fonds doit-il ne s'occuper que des opérations importantes?

Quelles autres actions permettraient de faciliter l'accès au financement des entreprises ?

Comment la future BPI pourrait-elle mettre en place des modalités adaptées aux IAA

Constat et analyse des enjeux

Un tiers des entreprises de la filière IAA de la région connaît des difficultés financières
Les sociétés ont besoin d'une stratégie d'entreprises
Les sociétés doivent grossir pour atteindre une taille critique
Les mises aux normes sont coûteuses
Le large champ des outils de financement et leur multiplicité est difficile à appréhender
Les dispositifs d'aide aux filières ne sont pas adaptés aux fortes fluctuations des prix agricoles
La rentabilité est identifiée comme la première source d'autofinancement des entreprises
Les risques à l'export sont de moins en moins couverts
Les changements fréquents de règles fiscales fragilisent le développement des entreprises
Les PME sont souvent sous-capitalisées et elles restent réticentes à l'ouverture de leur capital
L'affectation des bénéfices aux fonds propres est grevée par la fiscalité
Certains dispositifs d'aides européens n'ont pas été activés en Poitou-Charentes
L'affectation des enveloppes régionales des crédits de l'Etat sont incomprises

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

Stabiliser et modifier les règles fiscales :

- stabiliser les règles fiscales pour permettre les stratégies de long terme ;
- développer les règles fiscales favorisant la constitution de fonds propres;
- adapter la pression fiscale à la taille de l'entreprise

Clarifier et améliorer les règles d'affectation des aides européennes et nationales :

- garantir une meilleure information sur les règles de répartition des fonds nationaux au niveau des régions et limiter les distorsions entre régions ;
- développer les appels à projets nationaux ;
- ouvrir aux cofinancements européens les aides sous forme d'avances, de prêts ou de garanties.

Réserver un budget spécifique au IAA dans le cadre de la BPI.



☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Mettre en place un dispositif pour accompagner l'élaboration
de plans stratégiques dans les entreprises :

Créer un appel à projets « développement stratégique des
entreprises » avec levier financier significatif sur l'appui-
conseil avec deux volets mobilisables, individuel et collectif.

Lancer au préalable un appel à manifestation d'intérêt pour
labelliser les cabinets d'appui à la stratégie des entreprises.

Développer les compétences du dirigeant en stratégie
d'entreprise.

Favoriser l'augmentation de taille des entreprises :

- favoriser les opérations de croissance externe,
- Renforcer les opérations économiques mutualisées (accès
marchés, achats en commun, projet R et D collaboratifs...)

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Adapter les dispositifs de financement au tissu régional :

- mettre en place un outil d'information régional didactique et un dispositif d'orientation. Mettre en place un guichet unique d'information, d'orientation et de concertation sur les outils de financements : Région et agence PME, BPI, Etat, Europe.
- harmoniser la gestion des fonds des collectivités et des fonds européens, s'assurer que les mesures soient connues et utilisées ;
- Réserver un budget spécifique aux IAA au sein du budget régional de la BPI.
- Mobiliser des fonds FEDER sur les investissements des IAA.